



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 50

Loi sur les ententes entre les nations autochtones et le Québec

Présentation

**Présenté par
M. Raymond Savoie
Ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones**

**Éditeur officiel du Québec
1987**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de mettre en place un cadre particulier pour la conclusion des ententes avec les nations autochtones du Québec.

À cette fin, il détermine le rôle du ministre délégué aux Affaires autochtones, du gouvernement et de l'Assemblée nationale à l'égard de ces ententes.

De plus, ce projet de loi prévoit que certaines ententes devront être ratifiées par une loi de l'Assemblée nationale et que les ententes ainsi ratifiées pourront déroger à une loi dans la mesure prévue par la loi qui la ratifie.

Ce projet de loi prévoit également qu'une loi postérieure à une entente ratifiée par l'Assemblée nationale ne peut affecter les dispositions de cette entente à moins d'une mention expresse. De plus, une loi postérieure modifiant une entente ne pourra être adoptée sans que les parties à l'entente n'aient été invitées à soumettre leurs observations en commission parlementaire.

Projet de loi 50

Loi sur les ententes entre les nations autochtones et le Québec

CONSIDÉRANT l'apport historique des nations autochtones du Québec à l'enrichissement du patrimoine collectif des Québécois;

Considérant que les Abénaquis, les Algonquins, les Attikameks, les Cris, les Hurons, les Micmacs, les Mohawks, les Montagnais, les Naskapis et les Inuit constituent des nations distinctes;

Considérant que l'Assemblée nationale du Québec favorise l'autonomie de ces nations autochtones au sein du Québec;

Considérant la volonté du gouvernement de s'associer au développement politique, social, culturel et économique de ces nations autochtones et de conclure avec celles qui le désirent des ententes à ces fins;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

SECTION I

NÉGOCIATION ET CONCLUSION D'ENTENTES

1. La présente loi s'applique à toute entente conclue entre le gouvernement, l'un de ses ministères ou organismes et une nation autochtone ou l'une des bandes ou des communautés qui la constitue.

2. Le ministre veille à la négociation de toute entente et s'assure de sa mise en oeuvre.

En accord avec le ministre, toute entente est élaborée par les ministères et organismes dans les domaines qui relèvent de leur compétence.

3. Toute entente doit être approuvée par le gouvernement et signée par le ministre.

4. Le gouvernement peut exclure de l'application des articles 2 et 3, en tout ou en partie, les ententes ou les catégories d'ententes qu'il désigne.

SECTION II

DE LA RATIFICATION DES ENTENTES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

5. Le ministre soumet à l'Assemblée nationale un projet de loi pour ratifier toute entente dont les dispositions :

1° dérogent à une disposition d'une loi;

2° doivent prévaloir sur toute disposition d'une loi postérieure; toutefois, aucune disposition d'une entente ne peut prévaloir sur une disposition d'une loi postérieure modifiant la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12).

Le projet de loi doit contenir le texte de l'entente en annexe.

6. Une entente ratifiée par l'Assemblée nationale ne peut déroger à une loi que dans la mesure indiquée par la loi qui la ratifie.

7. Une disposition d'une loi postérieure à l'entrée en vigueur d'une entente ratifiée par l'Assemblée nationale ne peut affecter les dispositions d'une entente, à moins qu'elle n'énonce expressément s'appliquer à cette entente malgré les dispositions de la présente loi.

Dans ce cas, une loi postérieure ne peut être adoptée par l'Assemblée nationale avant que les parties à l'entente, en désaccord sur ce sujet, n'aient été invitées à soumettre leurs observations en commission parlementaire.

Le présent article ne s'applique pas à une loi qui modifie la Charte des droits et libertés de la personne, postérieure à une entente ratifiée par l'Assemblée nationale.

8. Aux fins de l'article 7, la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et la Convention du Nord-Est québécois sont réputées être des ententes ratifiées par l'Assemblée nationale à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

9. Une entente ratifiée par l'Assemblée nationale prend effet à la date d'entrée en vigueur fixée dans la loi qui la ratifie.

SECTION III

DISPOSITIONS FINALES

10. Le ministre délégué aux Affaires autochtones est responsable de l'application de la présente loi.

11. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).